

## Auctoritas

«Alors, tu as un problème avec la classe ?».

Qui parmi nous n'a pas un jour entendu, en grinçant des dents, cette agaçante réflexion, tantôt faite sur le ton de la compassion, tantôt sur le ton du reproche mais toujours avec la même idée en arrière-plan: la manifestation culpabilisante d'un manque d'autorité face à un groupe qui nous déborde. Autorité: voilà un mot qui n'a pas toujours bonne presse en France et sur lequel nous pouvons débattre, il est pourtant au cœur de l'actualité puisque l'état se voit aujourd'hui rappelé à ses devoirs régaliens par une opinion publique exaspérée. Le problème est qu'il faut savoir de quoi l'on parle. Or il se trouve qu'il n'est pas évident de définir l'autorité.

C'est bien pour cela que les Romains, à qui nous devons l'origine du mot, en voyaient trois manifestations : l'*imperium* ou le pouvoir de commandement militaire, la *potestas* liée à l'exercice de la loi et de la fonction politique et enfin l'*auctoritas* basée sur la valeur reconnue, la réputation gagnée et le prestige du statut social.

Le mot en français tient de ses trois aspects et le défi pour nous, Professeurs du secondaire et enseignants de tous niveaux, est qu'il nous faut l'incarner tout en sachant nous montrer «tolérant», «éthique et responsable» et surtout «bienveillant». Voilà plus de trente-quatre ans que je suis professeur d'histoire-géographie et puisqu'il me reste encore quelques années à faire au service de la France et de la République, permettez-moi de livrer quelques réflexions basées, entre autres, sur les expériences que j'ai pu vivre au cours de mes pérégrinations professionnelles. La définition sommaire que j'ai donnée servira de plan et j'espère, amis lecteurs, que vous voudrez bien excuser cette tentative à laquelle je n'ai pas pu résister de parler d'histoires et de l'Histoire. On est prof ou on ne l'est pas.

L'autorité : prenez un dictionnaire (en l'occurrence *le Petit Larousse*) et jetez un coup d'œil à la définition. Les mots claquent immédiatement: «Droit, pouvoir de commander, de prendre des décisions, de se faire obéir». Pas de doute, si on se base sur ce que nous venons de voir, le professeur qui franchit le seuil de sa classe est un chef. Vous avez le *droit de commander*, ce qui signifie que votre autorité est légitime et qu'elle n'a pas à être remise en cause. A part vos supérieurs hiérarchiques et vos pairs, nul n'est autorisé à vous dénier ce commandement. Une fois la porte fermée, vous êtes le capitaine du navire. Vos diplômes, votre formation puis au fil des années votre expérience et votre âge vous confèrent une expérience qu'aucune machine, aucune intelligence artificielle ne pourra remplacer. Soyez-en fier, vous avez travaillé pour ça. Vous avez aussi le *pouvoir de commander*. Cela signifie qu'il faut accepter l'idée d'exercer un commandement, il vous donne une responsabilité: celle de prendre des décisions et parfois de faire face pour être obéi de vos élèves, suivi de votre administration, écouté de vos collègues. Facile à dire, bien plus difficile à faire.

Parlons justement de *l'imperium*. Peut-être avez-vous trouvé le ton un peu martial, voire militaire. Ce n'est pas faux. Mon passage à l'armée m'a appris un certain nombre de choses. Et tout d'abord ceci, aucune autorité ne vaut si elle n'est pas basée tout d'abord sur un soutien sans faille de votre hiérarchie et sur un cadre pour lequel il y a consensus, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Je suis ainsi toujours amusé de voir la Légion citée en exemple pour sa capacité d'intégration d'individus venus de tous les horizons. C'est vite oublier qu'elle procède à une sélection drastique de ses recrues et qu'elle sanctionne sans états-d'âme ceux qui remettent en cause le cadre dans

lequel ils sont rentrés. Je doute que cette recette puisse être appliquée à nos établissements. Ensuite, l'autorité est un bloc et ne peut tenir que si tout est cohérent. Permettez-moi de l'illustrer avec une petite anecdote remontant au début des années 80. J'ai eu l'occasion de connaître un ancien officier de parachutistes qui, parvenu à la retraite, avait pensé consacrer une partie de son temps à faire de la catéchèse. Tout colonel qu'il fût, breveté commando, auréolé de son expérience du Liban et du Tchad, il s'avéra pourtant incapable de se faire obéir d'une douzaine de diabolins qui épuisèrent très vite sa patience et surtout son énergie. Épuisé, découragé, dégoutté, il jeta l'éponge au bout de quelques semaines. Comment sanctionner des marmots courant dans tous les sens et n'écoutant rien ? Cela lui était impossible. Là, pas de règlements militaires. Il était impuissant face à des gosses hauts comme trois pommes, *bref il n'avait aucune autorité car il était seul et n'avait aucun moyen d'agir*. Histoire de rire, nous étions là face à un conflit asymétrique où le fossé du fort au faible était difficile à combler.

Plus sérieusement, cela ne veut pas dire que je souhaite un cadre militaire pour nos établissements mais cette petite histoire rappelle qu'un individu ne peut exercer un pouvoir que si ce dernier s'appuie sur des fondements solides, à savoir une hiérarchie qui vous appuie quoi qu'il en coûte et un soutien du public qui adhère à vos valeurs et à vos pratiques. C'est parfois ce que nos collègues demandent et ne trouvent pas quand ils veulent être défendus. Leur autorité devrait reposer sur l'appui indéfectible de leur hiérarchie, du chef d'établissement au ministre et avec un consensus social. Or qui, parmi nous, n'a pas eu, un jour ou l'autre, plutôt l'impression d'une immense solitude quand il s'agissait d'être soutenu face aux élèves, face à leurs parents, sans compter parfois nos propres collègues pas toujours avarés de mesquinerie ? Il y a là un vrai chantier auquel notre ministre devra s'attaquer. On peut lui souhaiter bon courage. Navré de revenir encore sur l'armée mais le secret du commandement repose d'abord sur la confiance. Pour avoir de l'autorité, les profs doivent d'abord avoir confiance en eux et cela n'est possible que s'ils ont confiance dans leurs chefs.

Passons maintenant au terme *Potestas* : là, nous voilà face à un pouvoir administratif. Le professeur en était pourvu. Il reposait surtout sur notre capacité à juger l'aptitude à passer de niveau en niveau. De là venait le fait de faire redoubler ou de réorienter. Ce n'était pas de l'arbitraire mais une adaptation aux faits, au principe de réalité. Cette capacité nous a été progressivement enlevée au nom de la lutte contre la sélection jugée injuste socialement, inefficace scolairement et surtout coûteuse économiquement. Était-ce une bonne idée ? Ce serait l'occasion de faire un beau débat (comparons au système allemand ou hollandais très sélectif que, curieusement, nos médias ne citent jamais dans ce cas) mais voyons surtout le résultat. C'était un pouvoir dont on nous a dépouillés et cela a nui à notre autorité puisque nous n'avons plus la main sur le parcours scolaire de nos élèves. On nous demande d'éclairer le choix des familles mais celles-ci l'emportent bien souvent en cas de désaccord. Un établissement entendrait-il revenir sur ce fonctionnement qu'il se fera sanctionner par une baisse des crédits et des postes. C'est pourtant notre expertise qui est souvent la meilleure.

Autre manifestation de notre perte d'autorité : la remise en cause de notre capacité à sanctionner. Évidemment, la punition n'est pas la base de l'enseignement. On ne peut espérer le faire en faisant peur ou en laissant uniquement planer l'ombre de sanctions. Elève, je détestais justement ceux de mes condisciples qui ne respectaient que les profs devant lesquels ils tremblaient. Je considérais que c'était de la servilité, indignes d'hommes libres. Cependant, il est nécessaire d'agir quand la ligne blanche est franchie. Or, il y a aujourd'hui un refus assumé des sanctions et une remise en cause des décisions venant parfois des familles, voire d'acteurs médiatiques. Il y a eu ainsi des polémiques autour de l'exclusion parfois définitive des élèves perturbant les cérémonies

d'hommage à nos collègues assassinés, ces mesures étant jugés contre-productives mais nos polémistes oubliant de leur côté qu'exclusion ne signifie pas déscolarisation. En fait, le problème est que l'institution scolaire n'est pas toujours prise au sérieux par des gens qui la considèrent juste comme un prestataire de services. J'ai été ainsi étonné de voir se développer ces dernières années une pratique pour le moins crispante: afin de bénéficier de meilleurs tarifs, des familles partent tranquillement hors congés scolaires, en vacances. Vive les selfies au bord de la plage pendant que les copains sont en interro ! Cette histoire est authentique. Convoquée, une famille a ainsi tranquillement déclaré qu'elle ne voyait pas où était le problème vu le nombre d'absences des profs ! Il vaut mieux en rire qu'en pleurer et cela ne va pas empêcher la terre de tourner mais comment espérer être pris au sérieux après cela ? Comment incarner l'autorité si cette dernière est méprisée ? Et là ce n'est pas du prof dont on se moque mais de l'institution elle-même *qui n'a plus d'autorité*. Quelles répercussions cela va-t-il avoir sur la cervelle de nos élèves si leurs parents leur montrent qu'on peut impunément tourner en ridicule l'État et de ceux qui le servent ? Aujourd'hui ils le voient à l'école. Et demain ?

Enfin voyons l'*auctoritas*. Ce «je ne sais quoi» basé sur la réputation, la valeur, le prestige et qui va faire que vous en imposez. Bref, êtes-vous un être charismatique ? Là-aussi on pourrait en rire. J'ai toujours été dubitatif face à ces gens qui trouvent naturel que vous sachiez tenir un classe de trente-cinq adolescents gavés de testostérone alors qu'eux-mêmes ne savent comment se dépêtrer avec deux jeunes à la maison. Les SOS parentaux envoyés pendant le confinement ont bien montré que nous avons un rôle vital de garderie dont la nation avait un besoin urgent, les écrans d'ordinateur montrant la limite de leur efficacité. Et pourtant il n'y a pas toujours d'admiration, voire simplement de reconnaissance pour un boulot usant nerveusement et parfois physiquement. *La réputation* des profs ? On la connaît à travers nos discussions avec nos proches. Sympas et courageux mais corporatistes (avec moins de 10% de syndiqués ?). Bosseurs mais trop attachés à leurs vacances d'été (et pour cause, ce sont les seules vraies vacances coupure que nous ayons), etc,etc. Lieux communs et banalités sont les mêmes depuis 50 ans, inutile de revenir dessus. *La valeur* ? Si on se base sur les salaires, elle a dégringolé de façon vertigineuse ces trente dernières années. Les profs ne comptent pourtant pas leurs heures, leur dévouement n'a pas de prix, c'est sans doute pour cela que leur rétribution est médiocre. Et maintenant vient la question de la sécurité. Que vaut la vie d'un professeur ?

*Le prestige* ? Je vous laisse juge mais un sondage fait il y a quelques années m'a là aussi laissé rêveur: pour plus de la moitié des sondés nous n'étions pas des cadres mais placés entre animateurs et bibliothécaires. Notre statut n'est même plus une protection face au défi de l'Islamisme. Même au pire moment de l'affaire Dreyfus, il ne serait pas venu à un nationaliste d'extrême-droite de s'en prendre à un «hussard de la République». Nos médias devraient plus s'intéresser à nos collègues qui partent exercer dans des conditions parfois terribles et parfois la boule au ventre en banlieue.

Il y a un signal d'alerte, la désaffection pour certaines disciplines est préoccupante. Prenons garde à ce qu'après avoir créé des «déserts médicaux», le pays ne produise des «déserts scolaires». La réaffirmation de l'autorité de l'état n'est pas la solution miracle mais cela y contribuera.

Frédéric HARYMBAT, Professeur d'histoire et de géographie.  
Lycée Alain CHARTIER, BAYEUX.  
Novembre 2023